

World Forum on Governance

BROOKINGS

Déclaration de Prague SUR LA GOUVERNANCE ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION Mars 2012

Stephen Davis, Fellow sénior non-résident, The Brookings Institution
Thomas Mann, Fellow sénior et W. Averell Harriman Président, The Brookings Institution
Nell Minow, membre du conseil d'administration, GovernanceMetrics International
Norman J. Ornstein, Chercheur Résident, American Enterprise Institute

I. PRÉAMBULE

Ces dernières années, le monde a été secoué par une série de crises et de manifestations de mécontentement de la population, de l'effondrement des finances mondiales et le ralentissement économique les plus dévastateurs depuis les années 1930, aux convulsions du Printemps arabe. Ils ont tous réfléchi de graves lacunes dans la gouvernance publique et d'entreprise, avec la corruption sous toutes ses formes étant une force motrice derrière la quasi-totalité d'entre elles.

Dans l'Ouest, la décennie qui a commencé avec l'affaire Enron et a pris fin avec la débâcle des subprimes et l'effondrement des institutions financières et des systèmes a ébranlé la confiance des investisseurs et des décideurs. Les échecs étourdissants sur la surveillance à la fois public et privé a conduit à des pannes systémiques dans la divulgation, les incitations perverses et la gestion des risques qui ont été soit déformées, voire inexistantes. Les systèmes de gouvernance politique et d'entreprise occidentales, au lieu de se réunir pour aborder ces questions, ont été lentes et incapables de développer des solutions consensuelles crédibles.

Dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'auto-immolation d'un commerçant pauvre, nommé Mohamed Bouazizi, en réponse à la corruption tunisienne a déclenché une traînée de poudre de révolte populaire qui s'est rapidement répandue dans toute la région. Ces nations qui ont remplacé les dictatures font maintenant face à des défis massifs de gouvernance publique et d'entreprise.

Les économies établies font face à des défaillances au niveau le plus fondamental. Les économies en transition et émergentes ont du mal à éviter de commettre les mêmes erreurs alors qu'elles sont aux prises avec des défis qui leur sont propres. Le mélange de corruption, de trafic de stupéfiants et de financement du terrorisme afflige plusieurs nations. Dans certains d'entre eux, et aussi dans certains pays post-socialistes, la corruption des services de police et de renseignement est un problème persistant. Les citoyens sont partout agités, y compris aux États-Unis, où le Tea Party et Les mouvements d'occupation semblables ont été explicites dans leur critique (quoiqu'en des termes différents) du gouvernement, du dysfonctionnement et la malhonnêteté en entreprise, et où le système politique a été inondé par une vague de trésorerie, une grande partie de celle-ci anonyme, provenant de riches particuliers et des entreprises dans le sillage de la décision mal conçue *Citizens United* de la Cour suprême (et une décision ultérieure de la cour inférieure) permettant de telles dépenses.

Le gouvernement n'est pas, bien sûr, seul responsable pour la création de ces circonstances. Plutôt, les gouvernements, les institutions politiques, les entreprises, les investisseurs institutionnels et les autres acteurs n'ont pas réussi à adresser ces défauts et ces lacunes – ou ont bloqué les efforts visant à initier le changement – afin que de progrès au nom de la majorité écrasante des citoyens et des intervenants puisse être fait.

En conséquence, ces institutions sont de plus en plus jugées, par les personnes concernées, être non-sensibles, inefficaces et même malhonnêtes, appelant leur légitimité en question. Un nombre croissant d'inégalités dans la répartition des richesses et du pouvoir à travers le monde aggravent cette situation. Dans les pays développés, ces inégalités font planer la menace d'un retour à des conditions qui ont caractérisé les époques précédentes et qui ont engendré des troubles politiques considérables.

Pour les pays industrialisés, une reprise forte et soutenue de la crise, tout en évitant les crises futures, dépend de l'amélioration de la gouvernance publique et des entreprises, en particulier car elle aborde les défis de la corruption et la capture (légale et illégale). Pour les économies émergentes, une meilleure gouvernance et lutte contre la corruption sera la clé pour assurer une croissance soutenue dans l'équité et la stabilité politique au cours des prochaines décennies.

II. LE FORUM MONDIAL SUR LA GOUVERNANCE

Les participants au premier Forum mondial sur la gouvernance, représentant les gouvernements, les entreprises, les investisseurs, les médias et les groupes d'intercession non-gouvernementales du monde entier, ont réuni à Prague en Novembre 2011 pour analyser le lien entre la gouvernance et la corruption et trouver des solutions pratiques qui peuvent amorcer une amélioration de la situation. Le Forum est unique en réunissant des représentants des deux communautés de la gouvernance publique et privée pour discuter du problème de la corruption dans ses deux perspectives larges et étroites et de développer un cadre intégré d'analyse qui est reflété dans les Dix principes ci-dessous.

La Conférence a établi que la corruption - l'abus de l'autorité confiée par des gains matériels indus – est un facteur important dans la crise de gouvernance partout dans le monde, qui transcende les différences culturelles et les niveaux de développement économique et la modernisation. La clé pour relancer la confiance en la démocratie et l'économie ouverte gravite autour de la sécurisation d'une bonne gouvernance qui est à la fois efficace et honnête. La corruption est un obstacle majeur à la réalisation de cet objectif.

Peut-être la vision la plus critique qui a émergé de la conférence est que la corruption a deux formes: la variété traditionnelle étroite et une forme plus récente et beaucoup plus large. La corruption dans le sens étroit du terme se compose de conduite qui est maintenant largement reconnue comme illégale, par exemple sous la forme de pots de vin, gros et petits, visant les grandes entreprises aussi bien que les citoyens ordinaires. En revanche, la corruption au sens large consiste souvent d'un comportement qui est légal, par exemple sous la forme d'un intérêt particulier à travers l'influence cachées des relations financières, des contributions de campagne politique et de lobbying pour influencer les fonctionnaires du gouvernement à détourner des ressources au profit des bien connectés au détriment de l'intérêt public.

III. LES DIX PRINCIPES

Des organisations distinguées ont élaboré de sages directives détaillées pour répondre à ces questions. Ils comprennent la Convention des Nations Unies contre la corruption (United Nations Convention Against Corruption); la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques contre la corruption (Organisation for Economic Co-operation and Development Anti-Bribery Convention); les Recommandations du groupe d'action financière (Financial Action Task Force Recommendations); les bonnes pratiques du Réseau international de gouvernance d'entreprise (International Corporate Governance Network best practices); et des matériaux diffusés par de nombreux autres, y compris le Partenariat sur la transparence

gouvernementale (Open Government Partnership), la Transparence internationale (Transparency International), le Centre international d'entreprises privées (Center for International Private Enterprise), le Forum mondial de gouvernance d'entreprise (Global Corporate Governance Forum) et l'Initiative de partenariat contre la corruption du forum économique mondial (Partnering Against Corruption Initiative of the World Economic Forum).

Il ne faut pas réinventer leurs bonnes œuvres. Mais les participants au Forum mondial sur la gouvernance voient la valeur dans l'intégration des orientations sur la gouvernance civile et des entreprises dans une plate-forme unifiée visant à lutter contre la corruption. L'influence combinée des citoyens et des capitaux peut avoir plus d'impact que chacun seul. En outre, les participants acceptent que toutes les parties doivent mettre les bonnes pratiques en vigueur.

Les dix principes suivants énoncent un cadre pratique, mesurable et responsable afin de guider la mise en application.

1. **CORRUPTION.** La corruption des fonctionnaires du gouvernement devraient être agressivement contestée, de la greffe grandiose qui est parfois obligatoire pour remporter d'importants contrats aux exigences mesquines de la trésorerie en échange de services quotidiens qui affligent la vie des gens ordinaires. Le vol d'organisations publiques et privées par leurs dirigeants devrait également être combattu. Cependant, plus important que d'avoir simplement des lois décrétées, les nations devraient avoir une preuve quantifiable et non politisée de l'investigation, poursuite, condamnation et punition de ceux qui sont engagés dans ces formes classiques de la corruption. Les nations devraient élaborer et mettre en œuvre des politiques contre la corruption efficaces et coordonnées, qui incluent à la fois la prévention et la poursuite. Les gouvernements devraient garantir l'existence d'organisations indépendantes et bien munies de ressources pour prévenir et réprimer la corruption.
2. **DIVULGATION DES INFORMATIONS PERSONNELLES FINANCIÈRES ET DES CONFLITS**
Les politiciens et les fonctionnaires du gouvernement devraient être soumis à des règles de divulgation financière qui exposent les conflits d'intérêts et d'autres formes de corruption. Les divulgations financières devraient dévoiler entièrement les actifs financiers des fonctionnaires, le revenu et d'autres intérêts financiers. Les codes de conduite associés doivent être clairs et suffisamment détaillés pour permettre une application pratique. Ces informations à fournir pour les plus hauts responsables doivent être facilement accessibles au public sur Internet; les autres divulgations d'informations par les fonctionnaires devrait être régulièrement contrôlées par un organisation appropriée.
3. **LE SYSTÈME D'APPLICATION DE LA LOI** L'intégrité de la police, des procureurs et des juges est essentielle pour la bonne gouvernance. Ils doivent être bien formés, suffisamment rémunérés par rapport aux emplois du secteur privé, et assujettis aux structures juridiques qui établissent un équilibre entre l'indépendance et la responsabilité. Personne ne devrait être à l'abri de poursuites pour corruption, y compris les fonctionnaires élus et nommés alors qu'ils occupent leur postes.
4. **UN GOUVERNEMENT OUVERT** Les gouvernements devraient mettre en œuvre activement un gouvernement ouvert qui, entre autres vertus, combat puissamment la corruption. Chaque gouvernement doit avoir et suivre une liberté d'accès à l'information avec un contrôle juridictionnel disponible pour les candidats refusés. Les budgets gouvernementaux, y compris les dépenses et les revenus, devraient être totalement transparents et devraient profiter des innovations d'intégration des systèmes financiers et d'information en ligne. Les marchés publics devraient être soumis aux lois et règlements qui prévoient des offres transparentes, en ligne et compétitives et la sélection entre les soumissionnaires, qui est indépendante, professionnelle, et fondée sur le mérite. Pour les soumissions de grande taille, un système d'examen indépendant

et accélérée devrait être disponible afin d'évaluer les appels interjetés par les soumissionnaires mécontents. Nous encourageons les groupes publics et privés à élever le niveau d'intégrité de passation des marchés par des accords volontaires et de surveillance par les organisations de la société civile.

5. **ENTREPRISES** Les sociétés doivent avoir des politiques en place allant du conseil d'administration jusqu'aux plus bas échelons visant une tolérance zéro de la corruption. Ces politiques devraient s'appliquer aux vendeurs, aux fournisseurs et à d'autres agents qui font des affaires avec la société. Les politiques devraient être fondées sur les lois applicables, les conventions internationales et les bonnes pratiques sur les mesures de lutte contre la corruption. Elles devraient être publiquement embrassées par les plus hauts responsables de l'entreprise, soutenues avec des stratégies de gestion vigoureuses et des ressources suffisantes, et révisées régulièrement. Les conseils d'administration devraient divulguer, au moins annuellement, des informations sur la lutte contre la corruption des politiques et des pratiques pour les investisseurs, les autorités publiques et autres groupes prenants, de manière à fournir l'assurance de la force et l'efficacité de ces actions. Les entreprises doivent élaborer de bonnes pratiques à l'égard de la divulgation des paiements des entreprises aux gouvernements par l'industrie extractive ou autres.
6. **INVESTISSEURS** Les investisseurs devraient intégrer pleinement l'analyse des risques et la corruption du pays et de la société dans leurs décisions d'investissement. Les actionnaires investissant à long terme devraient surveiller les comités d'administration des sociétés afin de tester que les politiques sont dynamiques et durables et que les pratiques visent à empêcher la corruption. Les investisseurs doivent également s'attendre et plaider en faveur des meilleures stratégies contre la corruption dans les entreprises dans lesquelles ils investissent. Si les conseils d'entreprise sont considérés comme ne prenant pas et ne mettant pas en œuvre les bonnes pratiques, les investisseurs ne devraient pas hésiter à exercer des outils de propriété sur le marché tels que le dialogue, l'engagement et le vote pour assurer des mesures de redressement. Les incitations de rémunération des dirigeants doivent être explicitement conçues pour éviter la corruption et les investisseurs doivent être prêts à voter pour le renvoi des membres du conseil qui ne parviennent pas à inclure la corruption comme un élément de gestion des risques et de rémunération. Les investisseurs doivent divulguer, au moins annuellement, les politiques, les pratiques et les ressources qu'elles utilisent pour : (a) surveiller les risques de corruption au sein des entreprises dans lesquelles ils investissent ou envisagent d'investir, et (b) d'appliquer des outils d'intendance visant à promouvoir les bonnes pratiques mesures contre la corruption aux sociétés détenues. Les investisseurs devraient également appliquer des politiques anti-corruption et des pratiques rigoureuses sur eux-mêmes et sur tous les intermédiaires qui touchent à la chaîne d'investissement. Ils doivent divulguer les politiques avec des explications de pratiques de gestion, surveillance de la gouvernance et les ressources utilisées pour les mettre en œuvre, au moins annuellement.
7. **FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES** Toutes les formes de financement des campagnes électorales et des partis politiques devraient être transparentes, avec la divulgation par Internet rapide et accessible au public des contributions directes, indirectes et de tiers et des dépenses. Les États devraient criminaliser les faveurs officielles fournies comme quid pro quo pour le financement des campagnes; offrir un système d'appariement des petits donateurs ou d'autres moyens de financement public des campagnes, et établir des interdictions ou des limites fortes sur le financement des entreprises des campagnes et des partis politiques. Dans les pays où les sociétés sont autorisées à participer financièrement aux élections, des groupes de droits des entreprises et des investisseurs devraient cibler les pratiques de dépenses politiques des sociétés afin d'établir la responsabilité de leurs décisions d'allouer des ressources pour des campagnes politiques et d'exiger la divulgation complète de toutes les dépenses au conseil d'administration, aux actionnaires, et au public en général.

8. **LOBBYING** Le lobbying professionnel doit être soumis à enregistrement et à la divulgation complète, rapide et accessible de chaque contact de lobbyiste avec n'importe quel politicien ou fonctionnaire public par ceux qui participent à celle-ci . Les systèmes juridiques doivent imposer des limites raisonnables sur les individus qui passent par la porte tournante entre le lobbying et l'emploi du gouvernement. Les cadeaux à des agents publics par les lobbyistes doivent également être interdits. Les lobbyistes opérant en violation de la loi doivent être poursuivis.
9. **DÉNONCIATEURS** Les dénonciateurs doivent bénéficier d'une protection légale garantie contre les représailles, ainsi que l'accès à un organisme gouvernemental indépendant qui peut enquêter sur leurs allégations et représenter le dénonciateur si les allégations s'avèrent vraies; le droit à un procès équitable, sous la forme d'une audience administrative avec des remèdes réels, y compris la réintégration et des dommages-intérêts, le droit d'engager des avocats à l'extérieur sur une base de frais contingents, et le droit d'en appeler sur des décisions devant les tribunaux. Des structures devraient également être en place pour décourager les faux dénonciateurs voulant profiter de ces protections.
10. **ONGs ET MEDIA** Les organisations non gouvernementales et les médias devraient profiter d'une liberté d'expression et d'association fortement protégées par le judiciaire en vue de jouer leur propre rôle dans la surveillance du gouvernement et des entreprises et d'éclairer leurs activités. Ceux dans les médias devraient disposer d'outils pour utiliser les divulgations par les entreprises et les investisseurs, leur permettant de sonder et de façon responsable comparer les enregistrements et les pratiques de manière à s'assurer que les parties sont responsables des mesures qu'elles prennent pour combattre la corruption, et les exposer s'ils ne parviennent pas à le faire.

IV. PROCHAINES ÉTAPES

Le Forum mondial sur la gouvernance s'engage à entreprendre et à soutenir les mesures pratiques suivantes pour faire progresser la bonne gouvernance publique et des entreprises partout dans le monde à la poursuite des progrès contre la corruption:

1. Nous allons développer un réseau social dynamique pour permettre aux participants du premier Forum et d'autres défenseurs de la bonne gouvernance de partager des modèles, des exemples positifs, des enseignements, des informations et des opportunités.
2. Nous allons travailler ensemble pour mettre en évidence et reconnaître les entités et les individus qui se démarquent par leur excellence en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption, et à encourager les autres à la hauteur de ce même niveau élevé.
3. Nous plaiderons pour les organismes nationaux et multinationaux à adopter des approches globales de lutte contre la corruption, y compris dans la législation et son application, qui sont basées sur les conventions reconnues et d'autres autorités qui donnent lieu à nos Dix principes.
4. Nous allons travailler pour obtenir des lois et règlements, ainsi que l'application effective, pour lutter contre la corruption dans le secteur privé, et contre les pressions pouvant affaiblir les mesures qui existent déjà (par exemple, aux États-Unis la loi Foreign Corrupt Practices Act et la loi Dodd-Frank). Dans le marché , nous demandons instamment que les entreprises d'état et privées, et les investisseurs, aient des politiques en place qui mettent en œuvre les Dix principes WFG et visent à la tolérance zéro de la corruption.

5. Nous allons travailler ensemble pour soutenir une société civile dynamique et chercher les voies et moyens d'aider les nombreuses ONG, les syndicats, et les médias traditionnels, nouveaux et sociaux qui sont déjà engagés dans le mouvement pour la bonne gouvernance dans les sphères publiques et privées à travers le monde.
6. Nous nous engageons à convoquer de nouveau le deuxième Forum mondial sur la gouvernance à Prague dans environ un an pour évaluer les progrès, calibrer les stratégies et nous tenir responsables pour le suivi de nos discussions initiales. L'ordre du jour de WFG2 sera encadré par les participants, mais ils ont déjà fait savoir qu'en plus de continuer à stimuler l'application des normes anti-corruption, le Forum devrait continuer à se concentrer sur la corruption au sens large. Celui-ci n'est pas encore aussi bien compris et elle soulève des questions profondes sur nos systèmes économiques, politiques, sociaux et idéologiques.
7. Les participants de WFG2 s'attaqueront à d'autres problèmes de gouvernance publique et privée. Le prochain Forum comprendra un examen plus approfondi des questions telles que la mesure dans laquelle les carences systémiques et les failles dans les systèmes économiques, politiques, sociaux et idéologiques ont conduit au pouvoir et la richesse extrêmes; la relation de ces inégalités face à la crise de gouvernance dans le monde entier; si le progrès économique mondial, politique et social n'est possible que si la situation est améliorée, et bien sûr, la façon d'accomplir ce progrès.
8. Nous croyons qu'il y a une forte corrélation entre ces questions et la corruption dans le sens large, comme abordé dans WGF1. Une deuxième conférence est nécessaire pour adresser ces relations et le rôle approprié de la gouvernance dans le monde moderne. Comme lors du premier Forum, l'accent sera mis non seulement sur la compréhension des problèmes, mais sur l'échange des solutions concrètes et des pratiques qui peuvent être mises en œuvre par les participants. Un ordre du jour précis sera établi dans les prochains mois par les participants dans un processus de consultation, y compris l'utilisation du nouveau réseau social.

World Forum on Governance

BROOKINGS

Participants à la conférence

Saadi Mohamed Abdulla

Ancien membre du Parlement du Royaume de Bahreïn
Membre du conseil et Trésorier, les parlementaires arabes contre la corruption (ARPAC)

Jamal A. Al-Mussawi

Agent politique
L'ambassade américaine à Bratislava, Slovaquie

Lenka Andryšová

Membre du Parlement
Chambre des Députés de la République tchèque

Daniel Anyz

Hospodarske noviny

David Apatoff

Conseiller sénior
Arnold & Porter LLP (Etats-Unis)

Anne Applebaum

Directeur des études politiques
Legatum Institute (Royaume-Uni)

Philip Armstrong

Chef
Global Corporate Governance Forum,
International Finance Corporation (États-Unis)

Zdeněk Bakala

Philanthropist, Entrepreneur (République tchèque)

Jiří Bárta

Directeur exécutif
Via Foundation, Prague

Robert Basch

Directeur exécutif
Open Society Fund Prague

Gary D. Bass

Directeur exécutif
La Fondation Bauman (Etats-Unis)

Dennis Bazilevych

Directeur
Institut professionnel sur le lobbying et le plaidoyer (Ukraine)

Dan Berger

Actionnaire
Berger & Montague, P.C. (États-Unis)

Rossen Bossev

Journaliste d'investigation
Capital Weekly (Bulgaria)

Danielle Brian

Directeur exécutif
Projet sur le contrôle du gouvernement (États-Unis)

George S. Dallas

Directeur
Gouvernance d'entreprise, F & C Investments (Royaume-Uni)

Stephen M. Davis

Directeur exécutif
Yale University School of Management de
Millstein Center for Corporate Governance and
Performance (Etats-Unis)

Sadanand Dhume

Fellow résident
The American Enterprise Institute

Petr Dovolil

Département juridique
Mott MacDonald

Dara Duncan

Coordonnateur de la politique
Bureau du Conseiller principal auprès du
Secrétaire de la Société Civile et les
démocraties émergentes, Département d'État
américain

NORMAN Eisen

Ambassadeur des États-Unis à la République tchèque

Ulrich Ernst

*Conseiller pour les affaires politiques et de presse à l'ambassade d'Allemagne
Ambassade d'Allemagne à Prague*

Lee A. Feinstein

Ambassadeur des États-Unis à la République de Pologne

Thomas Firestone

*Conseiller juridique Résident
L'ambassade américaine à Moscou, Russie*

Ádám Földes

*Directeur exécutif
Transparency International de Hongrie*

Pavel Franc

*Directeur exécutif
Service de droit de l'environnement (République tchèque)*

Pavel Franc

*Directeur exécutif
Service de droit de l'environnement (République tchèque)*

Jeff Gedmin

*Président-directeur général
Legatum Institute (Royaume-Uni)*

Mark H. Gitenstein

L'ambassadeur américain en Roumanie

Daniel I. Gordon

*Administrateur de Federal Procurement Policy
Etats-Unis Bureau de la gestion et du budget*

Nick Groves

*Chef de la Section politique
Ambassade de Grande-Bretagne*

Nora Hajdu

*Directeur Académique du programme sur le lobbying
Central European University Business School
(Hongrie)*

Hristo Ivanov

*Gestionnaire de programme
Bulgarian Institute for Legal Initiatives*

Karel Janeček

*Fondateur
Le Fonds contre la corruption (République tchèque)*

Ha Sung Jang

*Professeur
University Business School, Corée*

Daniel Kaufmann

*Fellow sénior
The Brookings Institution*

Ian C. Kelly

*Ambassadeur des Etats-Unis et Représentant permanent
Mission des États-Unis auprès de l'OSCE*

Tomáš Klvaňa

*Directeur exécutif
Zdeněk Bakala Global Programmes sans but lucratif (République tchèque)*

Grzegorz Konieczny

*Chef de la direction
Société de Placements Franklin Templeton Management, Bucarest*

Dan A. Konigsburg

*Directeur
Deloitte Global Center for Corporate Governance*

Jiří Kopal

*Directeur
MANOFI (République tchèque)*

Karen Kornbluh

*Représentant permanent
Mission des États-Unis auprès de l'OECD*

Markos Kounalakis

*Fellow de recherche sénior
Center for Media et Communication Studies,
Université d'Europe centrale (Hongrie)*

Andrzej Koźmiński

*Président
Kozminski University (République de Pologne)*

Adriana Krnáčová

*Éditeur
New Times Publishing (République tchèque)*

Nadine Lamare

Analyste principal ESG

Premier fonds national de retraite suédoise

Daniel Lipšic

*Ministre de l'Intérieur
La République slovaque*

Ondřej Liška

*Président
Parti Vert (République tchèque)*

Jan Macháček

*Journaliste
Respekt Magazine (République tchèque)*

Thomas Mann

*W. Averell Harriman président et chercheur principal en études sur la gouvernance
The Brookings Institution*

Vesna McCreery

*Chef de la criminalité financière
Barclays Bank Plc (Royaume-Uni)*

Katherine McFate

*Président et chef de la direction
OMB Watch (États-Unis)*

Radostina Mihalkova

*Spécialiste en primauté de la loi
L'ambassade américaine à Sofia, Bulgarie*

Nell Minow

*Membre du Conseil de direction
GovernanceMetrics International (États-Unis)*

Attila Mong

*Journaliste
Origo.hu (République de Hongrie)*

David Morris

*Conseiller politique
L'ambassade américaine à Bucarest, Roumanie*

Matthew Murray

*Président et directeur général
Centre d'éthics commerciale et de gouvernance d'entreprise (Fédération de Russie)*

Balázs Ágoston Nagy

*Chef adjoint
Département de la réforme de l'administration publique et de planification stratégique
(République de Hongrie)*

David Ondráčka

Directeur exécutif

Transparence Internationale-République tchèque

Norman J. Ornstein

*Chercheur résident
American Enterprise Institute*

Simon Osborne

*Directeur Général et Fellow
L'Institut des secrétaires et administrateurs agréés*

John Parker

*Éditeur mondialisation
The Economist*

Karolina Peake

*Vice-Premier Ministre et Président
Conseil législatif, République tchèque*

Margarita Popova

*Vice-président-élu
République de Bulgarie*

Trevor Potter

*Président
Campaign Legal Center (États-Unis)*

Catalin Marian Predoiu

*Ministre de la Justice
Roumanie*

Radoslav Procházka

*Président, Comité d'affaires juridiques et constitutionnelles
Parlement de la République slovaque*

Štěpán Rattay

Oživení (République tchèque)

Johanna Razpopova

*Chef de Cabinet
Ministère de la Justice de la République de Bulgarie*

Tatiana Repkova

*Fondateur & Directeur
Club de gestionnaires du media*

Benjamin Rockwell

*Premier Secrétaire, Groupe des affaires politiques internes
L'ambassade américaine à Prague, République tchèque*

Carl Rosén

Directeur exécutif

Réseau international de gouvernance de l'entreprise (France)

Nasser H. Saidi

*Directeur exécutif
Hawkamah-Institut pour la gouvernance de l'entreprise (Emirats Arabes Unis)*

Theodore Sedgwick

Ambassadeur des États-Unis à la République slovaque

Melanie Sloan

*Directeur exécutif
Citoyens pour la responsabilité et l'éthique à Washington*

Jan Spacil

*Partenaire
Ambruz & Dark / Deloitte juridique (République tchèque)*

Weston Stacey

*Directeur exécutif
Chambre de commerce américaine en République tchèque*

Laura Stefan

*Primauté de la loi et coordonnateur de lutte contre la corruption
Association des Forums d'experts (Roumanie)*

Strobe Talbott

*Président
The Brookings Institution*

Raj Thamoheram

*Président
Réseau pour des marchés financiers durables (Royaume-Uni)*

James A. Thurber

*Directeur
Centre d'études parlementaires et présidentielles, l'American University*

Tomicah Tillemann

Conseiller spécial auprès du Secrétaire d'état à la société civile et les démocraties émergentes

Département d'état américain

Zdeněk Tůma

*Ancien gouverneur
Banque nationale tchèque*

Natko Vlahović

*Secrétaire général
Association croate de lobbying*

James Warlick

*Ambassadeur des États-Unis à la République de Bulgarie
L'ambassade américaine à Sofia, Bulgarie*

Filip Wejman

*Membre du Conseil de direction
Institut de droit et de la société (République de Pologne)*

Darrell West

*Vice-président et directeur des études de gouvernance et de Directeur, Centre pour l'innovation technologique
The Brookings Institution*

Zuzana Wienk

*Directeur de programme
Alliance Fair-Play (République slovaque)*

Maciej Wnuk

*Coordonnateur lutte contre la corruption
Ministère des Affaires étrangères de la République de Pologne*

Mark L. Wolf

*Chef Juge de district États-Unis
Cour de district américaine du Massachusetts*

Pavel Zeman

*Procureur public suprême
République tchèque*

Robert A. Zimmerman

*Conseiller pour les Affaires publiques
L'ambassade américaine-Prague, République tchèque*